



Revue de presse



lundi 14 février 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Communiqué du Conseil des ministres

Une réunion du Conseil des ministres s'est tenue dimanche sous la présidence du président de la République, Chef suprême des forces armées, ministre de la défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Produits alimentaires de large consommation: geler tous les impôts et taxes

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a ordonné, dimanche lors du Conseil des ministres, le gel de tous les impôts et taxes sur certains produits alimentaires de large consommation, a indiqué dimanche un communiqué de la Présidence de la République.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Déchets ferreux: instructions pour arrêter l'exportation à partir de la fin mars

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres au cours de laquelle il a ordonné l'arrêt définitif de l'exportation des déchets ferreux, à partir de la fin mars prochain, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Investissement: levée des obstacles sur 15 nouveaux projets en suspens

Quinze (15) nouveaux projets d'investissement en suspens ont bénéficié ces dernières semaines d'une levée des obstacles, indique dimanche un communiqué de la Présidence de la République.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Baisse des prix des pâtes alimentaires et du couscous jusqu'à 50%

Les prix des pâtes alimentaires et du couscous ont enregistré une baisse allant parfois jusqu'à 50% à travers l'ensemble du territoire national, a constaté dimanche avec "satisfaction", le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, dans un communiqué.



Conseil des ministres, Le Chef de l'Etat gèle des taxes et impôts de la loi de finances 2022 : Stabiliser les prix dans l'intérêt des citoyens

Sont concernés certains produits alimentaires, le e-commerce, les téléphones portables, les matériels informatiques à usage personnel et les startups. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé dimanche une réunion du Conseil des ministres consacrée notamment à l'examen du programme national de dessalement de l'eau de mer et l'approvisionnement du marché national en produits de consommation, a indiqué hier un communiqué de la Présidence de la République dont voici la traduction:

«Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé dimanche 13 février 2022 une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et au suivi du programme national de dessalement de l'eau de mer, l'approvisionnement du marché national en produits de consommation, en sus d'un exposé sur les industries électriques.



Taxes et impôts de la loi de finances 2022 : Un recadrage salutaire

Le président de la République a ordonné, dimanche en Conseil des ministres, le gel de tous les impôts et taxes, notamment les taxes sur certains produits alimentaires. Une décision qui contribuera à mettre fin à la hausse qu'ont connue ces produits et améliorera le pouvoir d'achat du citoyen.



Equité

La question du pouvoir d'achat est un sujet d'une brûlante actualité. Un souci majeur et permanent pour les hautes autorités du pays. La hausse des prix, notamment des produits de large consommation, ronge les ménages algériens, hypothèque les espoirs de relance et invite au désordre.



Brahim Guendouzi, économiste : «Juguler l'inflation»

L'approvisionnement du marché en produits de consommation doit viser l'objectif est de casser la spirale inflationniste. C'est ce que préconise l'économiste Brahim Guendouzi, enseignant à l'université de Tizi-Ouzou. Dans une déclaration à El Moudjahid, il explique que, suivant les données de la Banque d'Algérie, l'inflation est passée de 3,5 % en 2020 à 9,5% en octobre 2021.



LE CONSEIL DES MINISTRES GÈLE CERTAINES TAXES CONTENUES DANS LA LOI DE FINANCES 2022

L'Exécutif recule

Le Conseil des ministres a décidé hier de geler, avec effet immédiat et jusqu'à nouvel ordre, toutes les taxes contenues dans la loi de finances 2022 sur certains produits de consommation. Il a également été décidé de supprimer tous les impôts et les taxes sur le commerce électronique, les téléphones portables et le matériel informatique. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, hier, le gel de certains impôts et taxes, contenus dans la loi de finances 2022 et la suppression de tous les impôts et taxes sur le e-commerce, les téléphones portables, les matériels informatiques à usage personnel et les start-up en se contentant des tarifications réglementées.



PLUSIEURS ORGANISATIONS LIBÉRALES MONTENT AU CRÉNEAU

LES TAXES DE LA COLÈRE

Le régime fiscal régissant les professions libérales non commerciales, contenu dans la loi de finances 2022, continue de faire des remous en milieu libéral. Après la montée au créneau des avocats qui ont réussi à paralyser les cours de justice et les tribunaux pendant plusieurs jours, suivie par la colère des notaires, plusieurs organisations, regroupant les professionnels libéraux, ont décidé, samedi, de rendre publique une déclaration rejetant les nouvelles dispositions de la loi de finances 2022, fixant notamment le taux de taxation sur les professions libérales.

Lors d'une réunion, tenue samedi à Koléa, dans la wilaya de Tipasa, les représentants d'une dizaine d'organisations ont décidé de "rejeter dans le fond et dans la forme" le nouveau régime fiscal de la loi de finances 2022, appelant les autorités au "gel" de ces dispositions, qualifiées d'"arbitraires", lit-on dans le communiqué sanctionnant cette réunion et rendu public hier.



L'ÉDITO

Le grand ménage

Le président de la République n'a de cesse de marteler, à chaque rencontre ou événement, que les responsables à tous les niveaux se doivent d'être à l'écoute du citoyen et a, à chaque fois, insisté sur la nécessité d'instaurer un dialogue entre le premier responsable du secteur avec la famille de la profession ou ses représentants élus. Il a ainsi publiquement demandé au ministre de l'Éducation nationale et à celui de la Santé d'engager un dialogue franc et transparent avec les partenaires sociaux et de prendre en charge les revendications légitimes en fonction des moyens existants.



ANALYSE DE LA COFACE SUR L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

“Les IDE augmenteront mais resteront faibles”

La Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) anticipe “une reprise contrainte” de l'économie algérienne “malgré des prix élevés des hydrocarbures”. En 2022, indique l'assureur-crédit français, “la croissance, largement dépendante du marché des hydrocarbures (près d'un tiers du produit intérieur brut et plus de 93% des recettes d'exportations), ralentira avec l'affaiblissement de l'effet de base, tandis que la production de pétrole pourrait reprendre son déclin structurel lié à un sous-investissement dans le secteur”.



BAISSE DES PRIX DES PÂTES ALIMENTAIRES ET DU COUSCOUS JUSQU'À 50%

L'État (re) subventionne les minoteries

Après avoir constaté la flambée des tarifs de ces deux produits sur le marché, le gouvernement a repris le soutien de cette matière première au profit des transformateurs.

Bonne nouvelle pour les consommateurs et les chefs de famille : le prix des pâtes alimentaires et du couscous a enregistré une baisse qui a atteint 50% sur le marché à travers l'ensemble du territoire national. C'est du moins, ce qu'a constaté, hier, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural (Madr) dans les différents espaces commerciaux.



BLOCAGE DES INVESTISSEMENTS

Le DG de l'Andi pointe du doigt les lourdeurs bureaucratiques

Le directeur général de l'Andi, Mustapha Zikara, a annoncé hier, lors de son passage sur les ondes de la Chaîne 3 de la radio nationale, le dégel de près de 890 projets d'investissement dès le début du mois de décembre dernier. Mustapha Zikara a évoqué plusieurs raisons qui expliquent les blocages, entre autres, l'absence de mécanisme de suivi des dossiers d'investissement qui étaient sous enquêtes judiciaires. “Des mécanismes ont été définis.

Un dégel a été pratiquement achevé dès le début du mois de décembre. Nous avons maintenant une procédure normale de gestion de ce genre de dossiers”, a fait savoir le directeur général de l'Andi, précisant que 75 dossiers sont toujours bloqués au niveau de l'Agence, en raison des enquêtes judiciaires qui “sont toujours en cours”.



ENTREPRISES PUBLIQUES

Audit et restructuration en vue. Le ministre de l'Industrie a annoncé le lancement d'un audit global dans tous les groupes sous tutelle afin d'y évaluer la gouvernance et le niveau de performance. La peur d'un naufrage de l'industrie publique remet en selle le projet de réforme du secteur public marchand. Dans l'industrie particulièrement, sans les perfusions financières permanentes du Trésor, les entreprises ont du mal à faire tourner l'appareil de production.



ACCÈS AUX AVANTAGES FISCAUX ET PARAFISCAUX DANS LA FILIÈRE ÉLECTRONIQUE

Un nouveau mode de calcul est à l'étude

Le ministère de l'Industrie travaille à la "modification" du décret n°20- 313 fixant les modalités d'admission des opérateurs exerçant dans le secteur de l'électronique et de l'électroménager au régime fiscal préférentiel. "Nous sommes en train d'y apporter des modifications pour barrer la route aux fraudeurs", ajoutant que "cette mesure renforcera davantage la compétitivité entre les industriels pour fabriquer des produits algériens à des prix concurrentiels tant au niveau local qu'international", a expliqué le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar.



CONSEIL DES MINISTRES

PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION

Le président Tebboune ordonne le gel de toutes les taxes

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ABDELMADJID TEBBOUNE, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé hier une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et au suivi du programme national de dessalement de l'eau de mer, et l'approvisionnement du marché national en produits de consommation, en sus d'un exposé sur les industries électriques.

Commentaire

Les urgences du plan de relance

La question sociale reprend légitimement ses droits. Dans la nouvelle Algérie, la relance du développement socioéconomique constitue la priorité des priorités, favorisée, faut-il le souligner, par l'embellie du marché pétrolier (plus de 95 dollars le baril) et les bonnes nouvelles de la croissance du PIB estimée, au 2e et 3e trimestres 2021, à plus de 6% (contre -4,9% en 2020), touchant tous les secteurs d'activité, notamment les hydrocarbures en hausse de 10,3%, du rétrécissement du déficit de la balance commerciale, de la hausse appréciable des exportations et d'une inflation en dessous du seuil de 10%.

Au sortir de la crise gravement impactée par la pandémie, le cap est mis sur le développement humain au cœur du programme de relance. La promotion des 1.500 zones d'ombre en zones de lumière, érigées en nouveaux pôles de développement, et la préservation du pouvoir d'achat marquent un engagement en faveur de la justice sociale en socle du programme de relance.

NOUVELLE LOI SUR L'INVESTISSEMENT

LES ÉCONOMISTES ESTIMENT QUE LA NOUVELLE LOI sur l'investissement qui prévoit plusieurs nouvelles mesures incitatives ne réglera pas fondamentalement les problèmes dont souffre notre pays, à savoir la bureaucratie, un système financier obsolète et la non valorisation du savoir.

DÉBLOCAGE DES PROJETS

Le patronat veut des actes concrets

La Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA) souhaite voir les mesures prises récemment par le ministère de l'Industrie, concernant le déblocage des projets d'investissement en suspens, se traduire en actes concrets. Dans ce sillage, le secrétaire général du CGEA, El Mahfoud Megateli, plaide pour la libération de l'acte de l'investissement et appelle à barrer la route aux spéculateurs du foncier industriel.

«Le nomadisme juridique n'est pas la bonne méthode» MOURAD GOUMIRI, PROFESSEUR EN ÉCONOMIE

Dans cet entretien, le professeur en économie Mourad Goumiri estime que le doing business est une réalité internationale qu'il faut prendre en compte dans la politique de l'investissement, sous peine de rester en marge.

Une nouvelle loi sur l'investissement est en cours d'examen au niveau du gouvernement. L'amendement de la loi en vigueur est-il nécessaire ?

Encore une nouvelle loi. Cela signifie que l'ancienne était inefficace ou obsolète. Aucune évaluation n'a été publiée, seul son réexamen est annoncé. La prochaine loi sera-t-elle efficiente ou sera-t-elle encore une fois abrogée au bout de quelques années ?

En fait, le problème majeur est qu'on n'arrive pas à sortir de la logique du code des investissements qui a montré ses limites depuis longtemps. Tant que ce processus continuera à imposer sa logique, nous allons voir des amendements perpétuels sans que la loi ne produise les effets escomptés.



Conseil des ministres: Tous les impôts et taxes sur certains produits alimentaires gelés

Le Conseil des ministres a examiné, hier, le programme national de dessalement de l'eau de mer et l'approvisionnement du marché national en produits de consommation, indique dimanche un communiqué de la Présidence de la République. Après l'ouverture de la séance par le président de la République et la présentation par le Premier ministre, ministre des Finances, du bilan des activités du gouvernement durant les deux dernières semaines, le Médiateur de la République a présenté son rapport périodique sur l'état d'avancement des projets d'investissement en suspens durant les dernières semaines.



Le DG de l'ANDI: 890 projets d'investissement débloqués

«Il y a énormément d'action sur le terrain visant à dégeler des investissements qui étaient bloqués jusqu'à maintenant », a déclaré hier Mustapha Zikara, le DG de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), sur les ondes de la radio nationale chaîne 3.



Mort sur macadam

Alors que le gouvernement a décidé de l'annulation des procédures de suspension et de retrait du permis de conduire, pour le remplacer par le permis à points, l'Algérie continue à se classer dans le peloton de tête des routes les plus meurtrières au monde. Et ce qui complique la donne et retarde une solution viable à ce problème de santé publique au vu du nombre de morts et de blessés dénombrés chaque année, le comportement de certains conducteurs totalement inconscients comme s'ils roulaient avec un permis à tuer, est le premier mis en cause.



Nouvelles taxes pour le e-commerce

Ça ne passe pas!

Cette décision des douanes «nuira aux étudiants dans leurs activités scientifiques et techniques». Le Groupement des acteurs algériens du numérique (Gaan) a appelé les services concernés à la révision «radicale» des nouvelles taxes douanières sur les colis postaux dans le cadre du e-commerce, en ce qui concerne le matériel informatique et tous les équipements techniques et leurs accessoires.



Il a supprimé toutes les taxes sur les produits alimentaires, les téléphones portables et le matériel informatique

Le Président passe à l'acte

Le chef de l'Etat a ordonné au gouvernement de prendre toutes les mesures pour éviter les effets de la hausse insensée des prix sur les marchés internationaux sur les citoyens au cours de l'année en cours, jusqu'à leur stabilisation.

FISCALITÉ APPLICABLE AU COMMERCE ÉLECTRONIQUE : Les taxes s'imposent aux particuliers, pas aux opérateurs

Les Douanes algériennes ont établi de nouvelles dispositions quant aux achats en ligne depuis l'étranger. Il s'agit des taxes sur l'E-commerce qui a suscité le mécontentement de plus d'un. Ce à quoi le directeur divisionnaire de la fiscalité et du recouvrement auprès des Douanes algériennes, Toufik Sassi, a voulu répondre en donnant d'amples explications sur cette nouvelle mesure.

LE DG DE L'ANDI RAPPELLE : L'exigence de la conformité à la loi

La relance des investissements a été évoquée hier par Mustapha Zikara, directeur général de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), dans un entretien accordé à la chaîne 3 de la radio algérienne, dont il était l'invité de la rédaction.



E-COMMERCE

Appel à la révision des nouvelles taxes sur les colis du matériel informatique et technique

Le Groupement des acteurs algériens du Numérique (GAAN) a appelé les services concernés à la révision "radicale" des nouvelles taxes douanières sur les colis postaux dans le cadre du e-commerce, en ce qui concerne le matériel informatique et tous les équipements techniques et leurs accessoires.



Le DG de l'ANDI à propos des dossiers d'investissement jusque-là gelés :

«Nous avons maintenant une procédure normale de gestion de ce genre de dossiers»

Le directeur général de l'Agence nationale de développement de l'investissement, Mustapha Zikara, a assuré, hier dimanche à Alger, que la gestion des dossiers d'investissement au niveau de l'organisme qu'il dirige se fait suivant une procédure normale.



Amélioration de la gouvernance des entreprises relevant du secteur public

Des contrats de performance adaptés aux spécificités de chaque groupe ou holding conclus.

Le ministère de l'Industrie a révélé la mise en place de mécanismes pour l'amélioration de la gouvernance des entreprises relevant des groupes industriels et holdings sous tutelle, dont, a indiqué Ahmed Zeghdar, le ministre, la conclusion de contrats de performance adaptés aux spécificités de chaque groupe industriel ou holding en plus de l'élaboration d'un règlement intérieur pour le conseil d'administration et d'un code de déontologie pour les membres de ces conseils.



Grâce à la politique sociale de l'Etat l'impact de la hausse des prix de certains produits alimentaires atténué

La politique sociale de l'Etat algérien, renforcée par les récentes exonérations fiscales, a réussi à atténuer les effets, sur les salariés, des hausses des prix des produits alimentaires de base à l'International, soulignent des observateurs, se félicitant des dernières mesures prises pour venir à bout des spéculateurs.

Comparée à d'autres pays où des salariés ont été fortement impactés par les hausses des prix, "les bas revenus en Algérie ont eu un sacré coup de pouce à leurs salaires grâce aux exonérations fiscales et à la hausse du SNMG, décidées par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, qui a réitéré son engagement à poursuivre la politique sociale de l'Etat, prônée dans la déclaration du 1er Novembre 1954", relèvent ces observateurs.



Conseil des ministres : Le président de la République à l'écoute des citoyens

C'est devenu maintenant une habitude, non seulement pour les spécialistes des médias, mais pour l'ensemble du peuple algérien, d'attendre les décisions prises en Conseil des ministres par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, généralement deux fois par mois, tant ces décisions sont devenues synonymes du début d'une vie meilleure après toutes les difficultés rencontrées.

Préservation du pouvoir d'achat : Les mesures du président de la République

Le Conseil des ministres s'est réuni, ce dimanche sous la présidence du chef de l'Etat Abdelmadjid Tebboune, autour d'un ordre du jour centré sur les préoccupations quotidiennes des citoyens : l'alimentation en eau potable et l'envolée des prix des produits de large consommation.



خلال مناقشة قطاعات حساسة بمجلس الوزراء.. رئيس الجمهورية يأمر بـ:

..قرارات جريئة لصالح الجزائريين

أقر رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، حزمة من القرارات الجريئة لدعم القدرة الشرائية للجزائريين، إذ أمر بتجميد كلّ الضرائب والرسوم، حتى إشعار آخر، ولإسيما الرسوم التي تضمنها قانون المالية 2022 على بعض المواد الغذائية وإلغاء كل الضرائب والرسوم على التجارة الإلكترونية، والهواتف النقالة الفردية، ووسائل الإعلام الألي الموجهة للاستعمال الفردي، والمؤسسات الناشئة، والاكتفاء بالتعريفات المقتننة حاليا.



رؤساء الكتل يستعجلون فتح ملفات الساعة

الوزراء تحت مجهر النواب.. ومطالب بلجان تحقيق!

وجهت المجموعات البرلمانية للأحزاب السياسية الممثلة في الغرفة السفلى للبرلمان تعليمة لنوابها للمسارعة في مساءلة الطاقم الحكومي حول قضايا الساعة التي تشغل الرأي العام، والتأكيد على ضرورة اعتماد لجان تحقيق برلمانية للتحري في ملفات السكن والعقار واستنزاف المال العام. يضغط رؤساء المجموعات البرلمانية بالمجلس الشعبي الوطني لاعتماد لجان تحقيق برلمانية بدلا عن اللجان الاستعلامية والاستقصائية وذلك للبحث والتحري في الملفات الحساسة التي تستدعي - حسبهم - التدقيق، على غرار ملف السكن والتأخر في انجاز المشاريع، وقضية استنزاف المؤسسات العمومية ذات الطابع الاقتصادي لأموال خزينة الدولة من دون تحقيق نتائج مرضية.



في انتظار صدور قانون المالية التكميلي

أصحاب المهن الحرة لإبطال النظام الضريبي الجديد

دعا ممثلو المهن الحرة في اجتماع السبت إلى ضرورة تجميد العمل بالنظام الجبائي الجديد، مع إشراكهم في إعداد مشروع قانون المالية التكميلي لسنة 2022.



ارتفاع قياسي لأسعار العملة الصعبة بالسوق السوداء

تضاعف الطلب بـ3 مرات على الأورو والدولار في الجزائر

ارتفع سعر الأورو والدولار، الأحد، بالسوق الموازية للعملة الصعبة، بشكل غير مسبوق، حيث بلغ سعر تداول الدولار 198 دينار للشراء و195 دينار للبيع، في حين وصل سعر الأورو 219 دينار للشراء و217 دينار للبيع، متجاوزا بذلك كافة الأرقام المسجلة خلال الأشهر الماضية، في حين يربط خبراء بين هذا الارتفاع والإجراءات الأخيرة الخاصة بتنظيم عملية الاستيراد عبر فرض قائمة للمواد المعنية بالرسم الإضافي المؤقت تضم 2608 منتج، وإقرار رسوم على السلع المستوردة عبر الطرود البريدية.



الرئيس تبون يأمر بتجميد كل الضرائب والرسوم على بعض المواد الغذائية بدءا من اليوم

أمر رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، بتجميد كلّ الضرائب والرسوم، بدءا من اليوم، حتى إشعار آخر، ولا سيما الرسوم التي تضمنها قانون المالية 2022 على بعض المواد الغذائية.

وتأتي تعليمات وأوامر الرئيس تبون، خلال ترؤسه إجتماعا لمجلس الوزراء، أين أمر بخصوص تموين السوق الوطنية بالمواد الواسعة الاستهلاك بتجميد كلّ الضرائب والرسوم، بدءا من اليوم، حتى إشعار آخر، ولا سيما الرسوم التي تضمنها قانون المالية 2022 على بعض المواد الغذائية.



رئاسة الجمهورية: التكفل بتغطية الفارق في الأسعار الخاصة بالمواد الموجهة للمواطنين

اعلن رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، اليوم الأحد، أن الدولة ستتكفل بتغطية الفارق في الأسعار الخاصة بالمواد الموجهة للمواطنين من قبل الديوان الجزائري المهني للحبوب. وذلك نظرا إلى ارتفاع الأسعار دوليا، حسب ما جاء في بيان رئاسة الجمهورية.



الرئيس تبون يأمر بإلغاء كل الضرائب والرسوم على التجارة الإلكترونية

أمر رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، اليوم الأحد، بإلغاء كل الضرائب والرسوم على التجارة الإلكترونية. بالإضافة إلى الهواتف النقالة الفردية، ووسائل الإعلام الألي الموجهة للاستعمال الفردي والمؤسسات الناشئة والاكتفاء بالتعريفات المقتنة حاليا وذلك حسب بيان رئاسة الجمهورية.



تجميد الضرائب والرسوم على المواد الاستهلاكية

أمر رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، اليوم الأحد، بتجميد كلّ الضرائب والرسوم، بدءا من اليوم، حتى إشعار آخر، ولا سيما الرسوم التي تضمنها قانون المالية 2022 على بعض المواد الغذائية. كما أكر الرئيس تبون، خلال اجتماع مجلس الوزراء، الحكومة باتخاذ كل التدابير والإجراءات، لتفادي آثار الارتفاع الجنوني للأسعار، في الأسواق الدولية، على المواطنين، خلال السنة الجارية، إلى غاية استقرارها، داعيا إلى تنظيم اجتماع تنسيقي، بين مصالح وزير التجارة وممثلي الأجهزة الأمنية، لضبط استراتيجية مُحكمة للحدّ الفوري من تهريب المواد الغذائية الواسعة الاستهلاك، عبر كامل الحدود الوطنية، التي تكبّد السوق والاقتصاد الوطني خسائر كبيرة.



إلغاء الضرائب والرسوم على التجارة الإلكترونية

أمر رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، اليوم الأحد، بإلغاء كل الضرائب والرسوم، على التجارة الإلكترونية. وجاء القرار خلال اجتماع مجلس الوزراء، حيث أمر الرئيس تبون بإلغاء كل الضرائب والرسوم، على التجارة الإلكترونية، والهواتف النقالة الفردية، ووسائل الإعلام الآلي الموجهة للاستعمال الفردي، والمؤسسات الناشئة، والاكتفاء بالتعريفات المقننة حاليا.

LA DÉCISION A ÉTÉ PRISE EN CONSEIL DES MINISTRES

Suppression des taxes sur les produits alimentaires et le matériel informatique

Les taxes sur certains produits alimentaires et celles qui s'appliquent à la vente électronique, les téléphones portables acquis par les particuliers, le matériel informatique dédié à l'usage personnel ou pour les start-up sont désormais supprimées. La décision a été annoncée hier dimanche en Conseil des ministres, alors que, depuis plusieurs jours, le débat sur les taxes imposées fait rage et que les prix de plusieurs aliments de base, dont les pâtes, connaissent une augmentation significative.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Bonne nouvelle pour les consommateurs : les taxes sur certains produits alimentaires qui avaient été mises en place par la loi de finances 2022 sont désormais supprimées. Idem pour les taxes qui concernent le e-commerce, celles imposées lors de l'acquisition par des particuliers de téléphones portables ou de matériel informatique. Les start-up bénéficient de ces mêmes avantages.

La décision a été annoncée hier à l'issue d'un Conseil des ministres et prend déjà effet. Elle vise à atténuer l'impact des augmentations sur les marchés mondiaux qualifiées de « vertigineuses » par le communiqué sanctionnant le Conseil des ministres, et au terme duquel le président de la République a donné

des instructions au gouvernement afin de prendre l'ensemble des mesures pour atténuer l'effet de ces augmentations sur les citoyens, et de garder en vigueur ces mêmes mesures jusqu'à stabilisation des prix.

Le ministère du Commerce est appelé à coordonner avec les forces de sécurité pour mettre fin à la contrebande des produits de grande consommation à travers les frontières et qui occasionne de grosses pertes à l'économie nationale.

Pour combler l'écart entre les prix à l'international et ceux pratiqués sur le marché local, c'est l'État qui payera désormais la différence à travers l'Office interprofessionnel des céréales, tout en renforçant les contrôles sur les filières profitant du soutien de l'État, notamment celle de l'éle-



vage pour assurer une stabilité des prix. Évoquant la problématique du dessalement de l'eau de mer, le chef de l'État a donné au secteur un délai d'un mois pour réévaluer les besoins, notamment dans les grandes villes que sont Alger, Oran et Constantine, pour réviser le plafond de consommation, jugé abusif avec un volume de 250 000 mètres cubes pour quatre millions d'habitants au niveau de la capitale.

Il a également été demandé de mettre en place un plan permettant un approvisionnement en eau potable de manière régulière en prévision du mois de Ramadhan

et de l'été. Évoquant l'industrie électronique, le ministre de l'Industrie a été instruit afin de procéder à un listing de l'ensemble des opérateurs activant dans la filière, et de leurs activités, en vue d'interdire au terme d'un mois l'importation des produits fabriqués localement.

Autre décision annoncée en Conseil des ministres, le gel définitif de l'exportation des déchets ferreux à compter de la fin mars et l'orientation de ces déchets vers le marché national, en attendant de réguler ce dernier et de faire une étude approfondie.

N. I.

REJET DU NOUVEAU RÉGIME FISCAL IMPOSÉ PAR LA LOI DE FINANCES 2022

Les avocats maintiennent leur position

L'Union nationale des Ordres des avocats (UNOA) maintient sa position concernant le rejet du nouveau régime fiscal imposé par la loi de finances 2022 aux professions libérales. Réuni samedi à Alger, le Conseil de l'Union invite ses adhérents à ne pas se soumettre à ce nouveau système d'impôts jusqu'à la finalisation du travail de la commission mixte chargée d'élaborer un régime spécifique qui tient compte de la spécificité de cette profession. L'UNOA réitère de ce fait son attachement à sa revendication du 8 janvier dernier, exigeant un retour au paiement de l'impôt à la source. Selon la même source, la commission mixte composée des représentants des avocats et du ministère des Finances, installée à la fin du

mois de janvier dernier, devait tenir sa réunion durant la première semaine du mois en cours. Mais la réunion a été reportée pour des raisons techniques. «La date de sa tenue sera annoncée ultérieurement», indique l'UNOA dans son communiqué. Pour rappel, les avocats, rejetant le nouveau régime fiscal, ont enclenché une grève illimitée qui a paralysé, pendant plusieurs jours, l'ensemble des cours et des tribunaux du pays. L'action n'a été suspendue qu'après une rencontre au palais du gouvernement, en présence du Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane. Ce rendez-vous a débouché, selon l'UNOA, sur la mise en place d'une commission devant élaborer un projet du nouveau

régime fiscal applicable aux avocats. La loi de finances 2022 a supprimé l'impôt forfaitaire unique (IFU) de 12% pour le remplacer par un nouveau régime obligeant les avocats à payer à titre de taxes et impôts plus de 50% de leurs gains, dont 19% de TVA. La mesure a été qualifiée «d'aberration» par les contestataires, estimant que l'ancien régime était plus bénéfique pour le Trésor public. «Le système de défalcation de l'impôt à la source est plusieurs fois bénéfique pour le Trésor public que le nouveau régime imposé par le pouvoir dans le cadre de la loi de finances 2022», avaient affirmé des avocats. L'UNOA, rappelons-le, avait aussi dénoncé «l'assimilation de leur activité à celle des commerçants». «Le ministre

des Finances doit assumer sa responsabilité dans la situation actuelle, puisque c'est lui qui a fermé toutes les portes du dialogue et n'a pas daigné donner suite aux nombreux courriers qui lui ont été adressés», avait déploré le syndicat des avocats. Pour l'organisation, l'application de cette mesure conduirait «inévitablement à la fermeture des cabinets d'avocats et à la mise à mort de cette profession qui a un rôle social extrêmement important». «Si cette loi venait à être appliquée en l'état les citoyens seront de moins en moins défendus. Elle est difficilement lisible pour le citoyen et même pour les avocats», ont dénoncé certaines robes noires.

Madjid Makedhi

MOHAMED YAZID BOUMGHAR, ÉCONOMISTE

«Il est préférable de régler les salaires impayés de citoyens depuis plusieurs années»

Le ministre de l'Industrie annonce le lancement d'un audit des groupes industriels pour «évaluer la gouvernance et la performance» de ces entités économiques sous tutelle de son ministère. Cette déclaration pose la question de l'opportunité et du coût de cet audit et qui va le supporter. Au sujet de l'opportunité de cette démarche, la question de cette évaluation devrait être permanente et est déjà prise en charge sur le budget de l'Etat et donc payée par le contribuable. En effet, si l'on prend seulement l'organigramme du ministère de l'Industrie, sur les cinq directions générales que compte ce ministère, trois sont censées faire ce travail d'évaluation de la gouvernance et de la performance des groupes industriels. En effet, la Direction générale du développement industriel (DGDI) a pour mission, entre autres, de «(...) veiller à l'évaluation périodique du niveau de développement des filières industrielles...» La

Direction générale de la compétitivité industrielle a, pour sa part, comme principale mission «(...) de conforter la qualité et la compétitivité dans les filières industrielles et de veiller à leur modernisation...». La Direction générale de la veille stratégique des études et des systèmes d'information est chargée, quant à elle, «(...) de contribuer, en relation avec les institutions et organes concernés, à la conception et à la mise en place des dispositifs de veille, d'intelligence économique et d'études prospectives...» Sans compter le bureau d'études Ecofie, qui existe depuis plus de 20 ans et qui est chargé de la collecte de l'information économique et comptable de toutes les entreprises publiques et publie chaque trimestre un bulletin dans ce sens. Et ce, en plus des 58 directions de wilaya de l'industrie qui sont censées avoir une connaissance fine des réalités locales. Donc, on voit bien que cette mission

d'évaluation est théoriquement prise en charge et déjà budgétisée et supportée par le contribuable depuis des dizaines d'années !

Maintenant, si l'on vient au fond de la question : quel est l'intérêt de lancer un audit très coûteux pour le contribuable, connaissant déjà ses conclusions ?! Pourquoi engager une dépense supplémentaire pour un travail qui est normalement déjà pris en charge ? C'est un coût d'opportunité énorme.

Si l'on prend juste la question de la gouvernance, on connaît très bien la cause : ce sont les interférences de la tutelle et du politique dans la gestion quotidienne de ces entreprises publiques. N'est-il pas préférable de consacrer l'argent de cet audit à régler au moins les salaires impayés de citoyens depuis plusieurs années et payer des créances ? Cela serait un excellent début de redressement de ces entreprises.

M. Y. B.

PRODUITS DE CONSOMMATION, MATÉRIELS INFORMATIQUES ET SMARTPHONES

Tebboune gèle les nouvelles taxes

Le président Abdelmadjid Tebboune, qui a présidé hier un Conseil des ministres, a décidé de supprimer les nouvelles taxes et les redevances prévues dans la loi de finances 2022. Il s'agit, entre autres, des taxes sur l'importation des smartphones et autres matériels informatiques.

La mesure en question concernait des taxes appliquées à l'importation des téléphones portables, tablettes et ordinateurs pouvant aller jusqu'à 133%, soit une valeur plus importante que le prix du produit lui-même. Pour sûr, la taxe en question devait se répercuter sur les prix des produits, portant ainsi un coup dur au projet de numérisation voulu par le gouvernement. Elle est surtout impopulaire auprès de la population et des spécialistes du secteur.

Le communiqué du Conseil des ministres précise ainsi la «suppression» de toutes les taxes et redevances sur le commerce électronique, des téléphones portables individuels ainsi que le matériel informatique à usage individuel ainsi qu'en faveur des sociétés naissantes. En d'autres termes, les tarifs réglementés et appliqués à ce jour resteront inchangés.



Il est à s'interroger désormais sur les modalités de la mise en œuvre de cette décision qui annule une disposition contenue dans la loi de finances 2022. La mesure concerne également, selon le même communiqué, certaines «denrées alimentaires», sans toutefois donner plus de détails. Leurs taxes seront gelées jusqu'à nouvel ordre.

Le Président a aussi ordonné au gouvernement, si l'on en croit le communiqué, de prendre toutes les mesures pour éviter les effets de la hausse, qu'il juge «insensée», des prix sur les marchés internationaux sur les citoyens au

cours de l'année en cours, jusqu'à leur stabilité. Dans le but de réguler le marché, il a demandé la tenue d'une réunion de coordination entre le ministre du Commerce et des représentants des services de sécurité afin de définir une stratégie précise pour «freiner immédiatement la contrebande de denrées alimentaires de grande consommation à travers toutes les frontières nationales», qui cause, à l'en croire, «de grandes pertes au marché national».

Il est à souligner que le Conseil des ministres a annoncé l'arrêt définitif de l'exportation de déchets ferreux, à partir de fin

mars prochain, et de les diriger vers le marché national pour soutenir l'industrie, en attendant la régulation du marché, selon une étude approfondie des exportations et des importations dans ce domaine.

Sur le chapitre de l'alimentation en eau potable, il a été question de réétudier la consommation journalière réelle d'eau potable dans les wilayas d'Alger, Oran et Constantine, et ce, dans le but de réinitialiser le plafond de production et de distribution, car le chiffre indicatif réel actuel est jugé «exagéré» puisqu'atteignant 1 250 000 mètres cubes rien que dans la capitale.

Par ailleurs, il a été décidé de lever des restrictions sur 15 nouveaux projets d'investissement. Le gouvernement annonce que 44 autres projets sont entrés en exploitation, ce qui a permis la création de 2680 nouveaux emplois dans les secteurs de l'industrie, de l'agriculture, du tourisme et des services. En tout et pour tout, la levée d'obstacles concerne 679 projets d'investissement, auxquels il a été délivré des autorisations d'exploitation et d'entrée en production, sur un total de 877 projets. **Amel B.**

التجمع الجزائري للناشطين في الرقميات يدعو: "مراجعة الرسوم الجديدة على الطرود المستوردة"

● دعا التجمع الجزائري للناشطين في الرقميات المصالح المعنية إلى مراجعة بشكل جذري الرسوم الجمركية الجديدة المفروضة على الطرود البريدية في إطار التسوق عبر الإنترنت، فيما يخص أجهزة الإعلام الآلي وكل المعدات التقنية ولواحقها، كاشفا عن إنشاء مجموعة عمل مكونة من خبراء ومتعاملين اقتصاديين للخروج باقتراحات وحلول عملية سيقدمها للحكومة في إطار الإعداد لمشروع قانون المالية التكميلي لسنة 2022. واعتبر التجمع أن الطلبية والباحثين سيتضررون من هذه الإجراءات التي سترفع أسعار بعض السلع التي يحتاجونها في نشاطهم العلمي والتقني، لاسيما تلك غير المتوفرة في السوق الوطنية. وأوضح بيان للتجمع أنه "لا يمكن معاقبة الجميع بتصرفات مجموعة صغيرة، أضف إلى ذلك أن من يستعمل هذا النوع من الشراء يستعمل أمواله الخاصة ولا يؤثر على احتياجات الصرف من العملة الصعبة". بالمقابل، أشار التجمع في بيانه أن "الكثير من المواطنين غير التجار وخاصة منهم الطلبة والباحثون سيتضررون كثيرا من هذه الرسوم الجديدة التي سترفع تكاليف السلع التي يحتاجونها في نشاطهم العلمي والتقني بشكل مهول خصوصا أن بعض احتياجات هؤلاء لأجهزة الكمبيوتر والملحقات ذات المواصفات الخاصة غير متوفرة في السوق الوطنية". وشدد التجمع على "احترامه التام للقوانين المنظمة للتجارة في الجزائر وعمل مصالح الجمارك في حماية الاقتصاد الوطني، ورفضه لاستغلال التجارة الإلكترونية للتحايل على القوانين"، وأكد في الوقت نفسه على "حق الناشطين في الرقميات في اقتناء الأجهزة المتعلقة بالمجال الرقمي عبر الأنترنت لاحتياجاتهم"، وذكر التجمع أنه كان في شهر أوت من سنة 2020، قد راسل رئيس الحكومة آنذاك طالبا من الحكومة أن تعيد النظر في الرسوم الجمركية الخاصة بالاستيراد والمطبقة على معدات الإعلام الآلي وكل المعدات التقنية والبرامج المستعملة في مجال الرقمنة، مضيفا أن "هذه الرسوم المرتفعة جدا تؤثر مباشرة على أسعار المنتجات الرقمية والحواسيب، وهو ما لا ينسجم مع أهداف الحكومة ومع ما فتئ يطالب به رئيس الجمهورية من تسريع عملية الرقمنة في البلاد، وكذا دعم الشركات الناشطة في الرقمنة واقتصاد المعرفة". وعليه فإن هذه المراجعة إجراء ضروري إذا أردنا فعلا النهوض بالمجال الرقمي في الجزائر".

حفيظ صوالي

بنسبة تصل إلى 50 بالمائة

انخفاض أسعار العجائن الغذائية والكسكسي



أشادت وزارة الفلاحة والتنمية الريفية في بيان لها بانخفاض أسعار العجائن الغذائية والكسكسي تصل نسبته أحيانا إلى 50 بالمئة عبر كامل التراب الوطني.

● ذكرت الوزارة أنه بعد التكفل بملف بيع القمح الصلب في سياق عالمي يتميز بارتفاع غير مسبوق لأسعاره وبموافقة الوزارة الأولى، أنها سمحت للديوان الجزائري المهني للحبوب ببيع القمح الصلب لصانعي العجائن بسعر مدعم. كما أوضحت وزارة الفلاحة أن هذا القرار جاء عقب اجتماع مشترك مع وزارة التجارة وترقية الصادرات والمتعاملين المحولين الذين أوفوا بالتزاماتهم الخاصة بتخفيض أسعار المواد المذكورة، حسب البيان. وقد وصفت وزارة الفلاحة والتنمية الريفية انخفاض أسعار المواد الغذائية واسعة الاستهلاك بـ"الخبر السار" بالنسبة للمستهلكين والعائلات.

لا سيما التي تضمنها قانون المالية 2022 على بعض المواد الغذائية .. الرئيس يأمر:

تجميد كل الضرائب والرسوم حتى إشعار آخر

- إلغاء كل الضرائب والرسوم على التجارة الإلكترونية
- اتخاذ التدابير لتفادي آثار الارتفاع الجنوني للأسعار
- رفع القيود عن 15 مشروعا استثماريا
- ضبط استراتيجية للحد من تهريب المواد الغذائية
- جرد وطني لكل تخصصات وأصناف وطبيعة المنتجات الكهربائية
- توفير الإمكانيات العقارية لإنهاء مشاريع المحطات الخمس لتحلية مياه البحر
- توقيف نهائي لتصدير النفايات الحديدية

أمر رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، بتجميد كل الضرائب والرسوم حتى إشعار آخر، لا سيما الرسوم التي تضمنها قانون المالية 2022 على بعض المواد الغذائية، مع إلغاء كل الضرائب والرسوم على التجارة الإلكترونية والهواتف النقالة الفردية ووسائل الإعلام الألي الموجهة للاستعمال الفردي والمؤسسات الناشئة، والاكتفاء بالتعريفات المقتنة حاليا.

اجتماعات سابقة، بمجلس الوزراء، مع وضع مخطط جديد لتوزيع المياه، ضمن الشزويد، بشكل منظم، بدءا من شهر رمضان المبارك، وتحسبا لموسم الصيف.

وشدد رئيس الجمهورية على ضرورة مباشرة فورية لإحصاء المنتجين في الولايات التي تعرف حركة صناعية قوية، بالتنسيق مع ولاية الجمهورية، وجرى وطني لكل تخصصات وأصناف وطبيعة المنتجات الكهربائية في الجزائر، بهدف منع استيراد كل المنتجات المصنعة محليا، وذلك في غضون شهر واحد، والعمل وفق سياسة صناعية، تضمن حاجيات السوق الوطنية أولا، ثم التصدير لثانها، والحرص على ضرورة التنسيق المستمر بين قطاعات الصناعة والطاقة والتجارة، لبلورة استراتيجية وطنية متكاملة للنهوض بالصناعة الكهربائية.

وأمر الرئيس توقيفا نهائيا لتصدير النفايات الحديدية، بدءا من نهاية مارس المقبل، وتوجيهها نحو السوق الوطنية لدعم الصناعة، ريثما يتم ضبط السوق وفق دراسة عميقة للصادرات والواردات في هذا المجال.

كما صادق مجلس الوزراء على مذكرة تفاهم بين الجزائر وموريتانيا، لإنجاز الطريق البري الرابط بين مدينتي تندوف الجزائرية والزويرات الموريتانية، الموقعة بالجزائر في 28 ديسمبر 2021.



نبيل . ف

كما أمر الرئيس تبون، أمس، خلال الاجتماع الدوري لمجلس الوزراء، الحكومة باتخاذ كل التدابير والإجراءات، لتفادي آثار الارتفاع الجنوني للأسعار، في الأسواق الدولية، على المواطنين، خلال السنة الجارية، إلى غاية استقرارها.

وفي السياق، وبعد الاستماع لمرض الوزير الأول، وزير المالية، عن حصيلة نشاط الحكومة في الأسبوعين الأخيرين، قدم وسيط الجمهورية تقريره الدوري حول تطور وضع المشاريع الاستثمارية المعلقة خلال الأسابيع الأخيرة، وهي رفع القيود عن 15 مشروعا استثماريا جديدا ودخول 44 مشروعا آخر حيز الاستغلال، حيث سمح ذلك بخلق 2680 منصب شغل جديد، في قطاعات الصناعة والفلاحة والسياحة والخدمات، على أن يصل عدد المناصب المستحدثة برفع القيود عن 647 مشروعا، إلى 43000 منصب.

وأشدد رئيس الجمهورية، بعد ذلك، الأوامر والتوجيهات والتعليمات الآتية: مواصلة وتيرة العمل لإحصاء المشاريع المعطلة، وتذليل العقبات أمامها حتى حل مشاكل 915 مشروعا حلا تاما.

كما أمر الرئيس باجتماع تنسيقي بين مصالح وزير التجارة وممثلي الأجهزة الأمنية، لضبط استراتيجية محكمة للحد الفوري من تهريب المواد الغذائية واسعة الاستهلاك، عبر كامل الحدود الوطنية،

التي تكثف السوق والاقتصاد الوطني خسائر كبيرة، وتشكل الدولة نقطة الضعف في الأسعار الخاصة بالمواد الجزائرية للمواطنين، من قبل الديوان نظرا لتلك الظروف المحيطة، مع تشديد المراقبة أكثر على الدعم في قطاع الفلاحة وتربية المواشي، بما يخدم استقرار الأسعار لفائدة المواطنين.

وتم التطرق خلال ذات الاجتماع، أيضا، لإعادة دراسة وتقييم وتحديد حجم الاستهلاك اليومي الحقيقي للماء

الشروب، على أن تكون الدراسة خلال شهر واحد، لكل من ولايات العاصمة ووهران وقسنطينة، بهدف إعادة ضبط سقف الإنتاج والتوزيع، ذلك أن الرقم الاستدلالي الحقيقي الحالي مبالغ فيه، يصل في العاصمة إلى مليون و250 ألف متر مكعب لأربعة ملايين مواطن.

وأمر الرئيس تبون بالعمل، بأقصى سرعة ممكنة، لتوفير كل الإمكانيات العقارية والظروف الملائمة، من أجل إنهاء مشاريع المحطات الخمس، لتحلية مياه البحر، التي تمت برمجة إنشائها في

رفعوا جملة من المطالب لتحقيق اعتماد نظام جبائي عادل

أصحاب المهن الحرة يطالبون بتجميد النظام الجبائي الجديد



■ مطالب ممثلي المهن الحرة بضرورة تجميد النظام الجبائي الجديد الذي تم فرضه على المهن الحرة في انتظار صدور قانون المالية التكميلي لسنة 2022، وفتح حوار جاد مع ممثلي المهن الحرة وإشراكهم في إعداد مشروع قانون المالية التكميلي لسنة 2022.

وأعلن ممثلي أصحاب المهن الحرة في بيان لهم، عن جملة من المطالب التي من شأنها تحقيق اعتماد نظام جبائي عادل ومنصف يتطابق مع خصوصية هذه المهن ويحافظ على مداخيل الخزينة العمومية وهذا خلال اجتماعهم بالعيادة الطبية "الصومام" بالقليعة ولاية تيبازة، لأجل دراسة الإجراءات الواجب اتخاذها رفضا للنظام الجبائي الجديد المجحف بالصيغة الواردة في قانون المالية 2022. كما تقرر إنشاء إطار قانوني دائم وطني يجمع مختلف الهيئات

الممثلة للمهن الحرة للمساهمة في الدفاع عن هذه المهن وتوحيد جهودها، خصوصا وأن قانون المالية 2022 فرض على المهن الحرة أعباء جبائية ثقيلة ومعقدة في ظرف اقتصادي صعب، وهو ما جعلهم يرفضون ذلك كليا.

هذا وقد ضمت الهيئات الممثلة للمهن الحرة كل من الغرفة الوطنية للموثقين، الجمعية الوطنية للمستشارين الجبائيين، المجلس الوطني لهيئة المهندسين المعماريين، المجلس الوطني للمصنف الوطني للخبراء المحاسبين، الغرفة الوطنية لمحافظي الحسابات، الغرفة الوطنية للموثقين الوسط، الغرفة الوطنية للمحضرين القضائيين، منظمة المحاسبين المعتمدين، النقابة الوطنية للأطباء الأحرار.

■ ح.ن

أسدى تعليمات للحكومة بكبح جماح الارتفاع الجنوني للأسعار

الرئيس تبون يأمر بتجميد كل الضرائب والرسوم الجديدة

وبخصوص البرنامج الوطني لتحلية المياه أمر الرئيس تبون بإعادة دراسة وتقييم وتحديد حجم الاستهلاك اليومي الحقيقي، للماء الشروب، على أن تكون الدراسة، خلال شهر واحد، لكل من ولايات العاصمة ووهران ومستطبة، بهدف إعادة ضبط سقف الإنتاج والتوزيع، ذلك أن الرقم الاستدلالي الحقيقي الحالي، مبالغ فيه، يصل في العاصمة إلى مليون و250 ألف متر مكعب لأربعة ملايين مواطن.

وأمر الرئيس بالعمل، بأقصى سرعة ممكنة، لتوفير كل الإمكانيات العقارية والظروف الملائمة، من أجل إنهاء مشاريع المحطات الخمس، لتحلية مياه البحر، التي تمت برمجة إنشائها في اجتماعات سابقة، بمجلس الوزراء ووضع مخطط جديد لتوزيع المياه، يضمن التزويد، بشكل منتظم بدءا، من شهر رمضان المبارك، وتحسبا لموسم الصيف.

أما بخصوص النهوض بالصناعات الكهربائية فأمر الرئيس وزير الصناعة، بمباشرة فورية لإحصاء المنتجين في الولايات التي تعرف حركة صناعية قوية، بالتنسيق مع ولاية الجمهورية، وجرده وطني لكل تخصصات وأصناف وطبيعة المنتجات الكهربائية في الجزائر، بهدف منع استيراد كل المنتجات المصنعة محليا، وذلك في غضون شهر واحد و العمل وفق سياسة صناعية، تضمن حاجيات السوق الوطنية أولا، ثم التصدير لانيا.

وحت الرئيس على ضرورة التنسيق المستمر، بين قطاعات الصناعة والطاقة والتجارة، لبلورة استراتيجية وطنية متكاملة، للنهوض بالصناعة الكهربائية و توقيف نهائي لتصدير النفايات الحديدية، بدءا من نهاية مارس المقبل، وتوجيهها نحو السوق الوطنية لدعم الصناعة، ريثما يتم ضبط السوق، وفق دراسة عميقة للصادرات والواردات في هذا المجال. جدير بالذكر أن مجلس الوزراء صادق على مذكرة تفاهم بين الجزائر وموريتانيا، لإنجاز الطريق البري الرابط بين مدينتي تندوف الجزائرية والزويرات الموريتانية، الموقعة بالجزائر في 28 ديسمبر 2021. وقبل اختتام الجلسة، صادق مجلس الوزراء، على عدد من القرارات الفردية المتعلقة بالتعيين وإنهاء المهام، في وظائف عليا في الدولة.

أمر رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون بتجميد كل الضرائب والرسوم، بدءا من أمس، حتى إشعار آخر، ولا سيما الرسوم التي تضمنها قانون المالية 2022 على بعض المواد الغذائية.

أعطى الرئيس تبون خلال ترؤسه أمس لمجلس الوزراء أوامر بإلغاء كل الضرائب والرسوم، على التجارة الإلكترونية، والهواتف النقالة الفردية، ووسائل الإعلام الألي الموجهة للاستعمال الفردي، والمؤسسات الناشئة، والاكتفاء بالتعريفات المقننة حاليا كما أمر الرئيس الحكومة باتخاذ كل التدابير والإجراءات، لتفادي آثار الارتفاع الجنوني للأسعار، في الأسواق الدولية، على المواطنين، خلال السنة الجارية، إلى غاية استقرارها.

إلى ذلك أمر الرئيس باجتماع تنسيقي، بين مصالح وزير التجارة وممثلي الأجهزة الأمنية، لضبط إستراتيجية محكمة للحد الفوري من تهريب المواد الغذائية الواسعة الاستهلاك، عبر كامل الحدود الوطنية، التي تكبد السوق والاقتصاد الوطني خسائر كبيرة.

كما أعطى تعليمات صارمة بضرورة تكفل الدولة بتغطية الفارق، في الأسعار الخاصة بالمواد الموجهة للمواطنين، من قبل الديوان الجزائري المهني للحبوب، وذلك نظرا إلى ارتفاع الأسعار دوليا إلى جانب تشديد المراقبة، أكثر، على الدعم في قطاع الفلاحة، وتربية المواشي، بما يخدم استقرار الأسعار، لفائدة المواطنين.

من جهته قدم وسيط الجمهورية، تقريره الدوري، حول تطور وضع المشاريع الاستثمارية العالقة، خلال الأسابيع الأخيرة حيث كشف عن رفع القيود عن 15 مشروعا استثماريا جديدا ودخول 44 مشروعا آخر، حيز الاستغلال ما سمح ذلك بخلق 2680 منصب شغل جديدا، في قطاعات الصناعة والفلاحة والسياحة والخدمات، على أن يصل عدد المناصب المستحدثة برفع القيود عن 647 مشروعا، إلى 43000 منصب. وعقب ذلك أسدى رئيس الجمهورية أوامر وتوجيهات وتعليمات تتعلق بمواصلة وتيرة العمل، لإحصاء المشاريع المعطلة، وتذليل العقبات أمامها حتى حل مشاكل 915 مشروعا حلا تاما.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger

الوزارة المالية الجزائرية - الجزائر
COPILAGE © MINISTÈRE DES FINANCES